

# France 3 soupçonnée d'avoir cédé au coup de pression de Laurent Wauquiez

11 JANVIER 2018 PAR [LUCIE DELAPORTE](#)

**La rédaction en chef de France 3 Auvergne-Rhône-Alpes a brutalement suspendu la diffusion d'une série d'enquêtes sur le bilan de Laurent Wauquiez à la région. Les journalistes dénoncent une capitulation face à la colère du président de région.**

« *Nous sommes encore sous le choc* », raconte un journaliste de la rédaction de France 3 Auvergne-Rhône-Alpes au sortir d'une conférence de rédaction houleuse, qui s'est tenue ce jeudi matin. Toute la semaine, une série d'enquêtes en cinq volets sur la gestion de Laurent Wauquiez à la région devait être diffusée à midi et dans le 19/20 avec, en point d'orgue, une invitation du président de région pour une émission de 52 minutes. Il s'agissait pour la chaîne de faire un premier bilan à mi-mandat de celui qui a, depuis, pris la tête du parti Les Républicains. Or, après la diffusion du troisième sujet au journal de la mi-journée, décision est prise de passer à la trappe les deux derniers volets de cette enquête au long cours.

Un mail du rédacteur en chef Laurent Mazurier envoyé mercredi après-midi à l'ensemble des journalistes, et que nous avons pu consulter, explique que la diffusion de la série est en effet suspendue. En cause, le travail « déséquilibré » de la journaliste auteure de ces enquêtes. « *L'angle retenu n'est pas conforme à la commande que je lui avais passée. Elle a réalisé une série sur les "mensonges" (ou les "fausses promesses") de Laurent Wauquiez, là où je lui avais demandé un bilan ; elle s'est focalisée sur les sujets à charge, au lieu de faire état du passif et de l'actif du président du Conseil régional* », explique le rédacteur en chef. Invoquant la « *mission de service public [qui] oblige à être équilibré et à donner la parole à toutes les parties* », le rédacteur en chef assume donc parfaitement ce coup de ciseaux dans la grille, qu'il a à nouveau défendu devant une rédaction très remontée jeudi matin.

« *C'est une première* », déplore Myriam Figureau, la déléguée syndicale du SNJ, pour qui il s'agit « *d'un acte de censure incompréhensible* ». « *Notre consœur n'a pas fait mystère de ce qu'elle préparait. Elle a régulièrement tenu informé de l'avancée de son enquête qu'elle a menée pendant plusieurs semaines* », souligne-t-elle.

À la rédaction, que cette décision a ébranlée, on rappelle également que « *personne n'a été pris au dépourvu puisque le contenu des enquêtes avait été validé en amont et que les sujets ont toujours été visionnés avant diffusion par le rédacteur en chef ou le rédacteur en chef adjoint* », nous précise un journaliste. Au lendemain de leur diffusion, la journaliste Sylvie Cozzolino recevait même les félicitations de la rédaction en chef de Clermont-Ferrand.

Que s'est-il donc passé ? Après la diffusion au journal de la mi-journée de mercredi du troisième sujet sur la « *clause Molière* » instaurée à la région, la journaliste Sylvie Cozzolino, 28 ans de carte de presse et rompue au travail d'enquête – elle a notamment cosigné les enquêtes sur la pédophilie dans l'Église à Lyon –, se fait convoquer par son rédacteur en chef qui lui demande de modifier son sujet jugé trop à charge. Devant son refus, il décide d'interrompre la diffusion de cette série.

Selon nos informations, la décision de passer à la trappe ces enquêtes très fouillées ne serait en réalité pas étrangère au coup de pression de Laurent Wauquiez. La région aurait en effet manifesté son courroux mercredi à la direction de la rédaction après avoir vu le deuxième sujet consacré au budget régional. Lors d'un autre appel, beaucoup plus musclé, la venue du président de région pour l'émission de dimanche aurait été mise en balance avec l'arrêt de la diffusion de ces enquêtes. « *La rédaction en chef a obtempéré* », se désole un journaliste de la maison.

La rédaction en chef, elle, dément avoir cédé à une quelconque injonction politique. « *Le sujet diffusé mardi était très déséquilibré. On peut faire de l'investigation mais il faut rester crédible* », a affirmé le directeur régional de la chaîne André Faucon à l'AFP, qui a rapporté la suspension. Contacté à de multiples reprises, Laurent Mazurier n'a pas donné suite à nos messages. Dans l'entourage de Laurent Wauquiez, on explique que c'est bien la rédaction en chef – dans le cadre de la préparation de l'émission diffusée dimanche – qui a pris l'initiative d'appeler la région en exprimant « *son embarras devant un sujet unilatéralement à charge avec une mise en scène très particulière* ». Pour le cabinet de Laurent Wauquiez, il n'aurait en revanche jamais été question d'annuler l'émission de dimanche.

Preuve que la direction cherche en tout cas à apaiser la colère de Laurent Wauquiez, la chaîne lui a proposé un entretien de trois minutes en forme de droit de réponse dans le journal télévisé, et cela en plus de l'émission de 52 minutes diffusée dimanche, dont il est le seul invité. « *On est totalement consternés* », nous indique un pilier de la rédaction, laquelle devait se réunir pour décider d'une éventuelle motion de défiance à l'égard de la rédaction en chef.

« *Que la presse quotidienne régionale, qui dépend en partie de la publicité de la région, cède à ce genre de pression, je le déplore mais je peux le comprendre. Mais que le service public accepte ça, cela me dépasse !* » s'insurge la conseillère régionale PS Anna Audois. En septembre 2015, alors qu'elle était invitée à une émission à France 3 Auvergne-Rhône-Alpes pour un débat avec Laurent Wauquiez dans le cadre de la campagne des régionales, elle est brusquement « annulée » du plateau. « *Ils m'ont prévenue deux heures et demie avant l'enregistrement en m'expliquant que Laurent Wauquiez ne voulait pas débattre avec moi et qu'il avait menacé de ne pas venir* », raconte-t-elle. Une version confirmée à Mediapart par une journaliste de la rédaction.

Le 9 janvier 2016, le présentateur de France 3 Olivier Michel avait fait son émission « La voix est libre » devant la chaise vide de l'invité du jour. Laurent Wauquiez avait refusé de débattre avec des citoyens engagés et avait signifié ce refus au tout dernier moment. Le journaliste s'était offert un petit coup de gueule contre le nouveau président de région. Ultime fleur à Laurent Wauquiez ? Olivier Michel ne présentera pas l'entretien de dimanche.

« *Tout cela intervient dans un contexte très particulier où l'on nous parle de fusion avec France Bleu, c'est-à-dire d'un retour de l'ORTF* », relève la déléguée syndicale du SNJ.

À France 3 Auvergne-Rhône-Alpes, certains ont peut-être cru bon d'anticiper sur une éventuelle refonte de l'audiovisuel public en réhabilitant les bonnes vieilles méthodes d'autrefois. Devant le tollé suscité par cette affaire, la rédaction en chef de France 3 a finalement décidé jeudi soir de diffuser les deux derniers volets de cette enquête vendredi et samedi.

